



Jean Rottner, président de la Région Grand Est. Une double expérience du terrain, comme élu et comme médecin urgentiste.

L'aménagement du territoire au cœur de la reconquête économique : le regard de Jean Rottner sur la sortie de crise

Comment reconstruire après l'ouragan ? Sur quelle maîtrise d'ouvrage s'appuyer ? Dans l'entretien qu'il a accordé à Thierry Hory, président de SEBL Grand Est, Jean Rottner a accepté de répondre sans tabou à cette double question, vitale pour l'avenir de nos territoires, en la déclinant sous ses nombreux aspects.

C'est que, présent 24 heures sur 24, trois mois durant, sur tous les fronts du Covid-19, le chef de l'exécutif régional n'est pas seulement l'homme qui possède la meilleure vue d'ensemble de la catastrophe sanitaire et de ses conséquences humaines, parfois très violentes. C'est aussi et surtout un passionné d'action pour qui la fatalité n'existe pas. Derrière tout drame, doit se profiler une solution.

Les pistes qu'il propose reviennent souvent sur le rôle des aménageurs et en particulier sur l'expertise de SEBL Grand Est, pour piloter l'effort d'investissement consenti par la Région en l'orientant au plus près des besoins locaux.

Cette mission de salut public, garante du maintien de l'emploi, SEBL Grand Est ne s'y dérobera pas!

Pourquoi INTEREST

Concevoir l'aménagement du territoire avec comme perspective le développement économique, en usant du formidable levier de l'intelligence territoriale – l'intelligence économique appliquée aux territoires – tel est l'objectif stratégique que se fixe aujourd'hui SEBL Grand Est. Dans cet esprit, la lettre INTEREST – L'Intelligence territoriale Grand Est – a vocation à être une plate-forme de réflexion où des experts de premier plan, issus d'horizons différents, livrent leurs analyses et proposent des pistes d'action pour optimiser les ressources de notre région.

Plus que jamais, il s'agit d'approfondir notre réflexion, de créer de nouveaux réseaux, d'être agiles et proactifs dans une démarche stratégique sur le long terme... Dans la guerre économique planétaire, l'enracinement local et la mise en valeur des identités comme des ressources constituent des critères différenciants et positifs, à même d'optimiser nos atouts vis-à-vis de nos partenaires, sur nos territoires comme à l'international.

Le Grand Est aura été, avec l'Île de France, la région la plus touchée par la crise sanitaire du Covid-19. Alors que le processus de déconfinement est en cours, pouvez-vous dresser un premier bilan des mois qui viennent de s'écouler, dans le domaine sanitaire, bien sûr, mais aussi économique et social ?

Je crois pouvoir dire que pas un habitant du Grand Est n'oubliera la période qu'il a traversée. Que ce soit à titre personnel, ou parce que dans nos familles, parmi nos amis ou nos relations, des proches ont été touchés, la période que nous avons traversée aura été, pour nous tous, synonyme d'inquiétude et trop souvent de deuil. Nous n'avons pas été les seuls en France ou en Europe mais notre région, c'est vrai, a payé un lourd tribut à l'épidémie. Et c'est d'abord à ce tribut humain qu'il faut penser, en remerciant tous ceux qui, quelle que soit leur place, en premier lieu dans le domaine de la santé, ont tenu bon dans la tempête grâce à leur engagement, leur dévouement, et

d'une manière générale leur discipline individuelle et collective.

Si, fort heureusement, le pire est derrière nous du point de vue sanitaire, il est clair que les difficultés à venir seront prioritairement d'ordre économique puis social. Le gouvernement s'attend, au niveau national, à ce que le bilan des deux mois de confinement se solde par une récession de 11%. Cette perspective n'est pas faite, globalement, pour rendre confiance à la société et courage aux populations.

Les collectivités locales seront donc, une fois de plus, en première ligne pour accompagner la reprise comme elles l'ont été, au cœur de la crise, pour rattraper le retard pris à l'échelon national, en s'adaptant à des situations forcément différentes selon les territoires. On ne dira jamais les prouesses quotidiennes qui ont été accomplies grâce à cette souplesse de réaction qui ne peut être le fait que d'élus ou de responsables au contact direct des réalités. On aura plus que jamais besoin d'eux quand, à la rentrée,

nous serons nécessairement confrontés à une reprise du chômage.

Vous avez déjà des éléments concrets à ce sujet ?

Il suffit de discuter avec des cabinets d'experts comptables mais aussi avec des juristes spécialisés en droit du travail pour déceler un mouvement prévisible de plans sociaux quand l'État arrêtera de prendre en charge les cessations partielles d'activité et que les entreprises vont devoir compter sur leurs seuls fonds propres pour fonctionner et surtout investir. C'est ici que l'échelon régional va devoir jouer un rôle stratégique majeur. C'est le mot d'ordre du Grand Est pour les mois à venir.

Quand l'Etat arrêtera de prendre en charge les cessations partielles d'activité, l'échelon régional aura un rôle stratégique majeur à jouer.

Comment se comporte l'économie du Grand Est par rapport aux autres régions ? Et, à l'intérieur de notre région elle-même, existe-t-il des disparités face à la crise ?

La bonne nouvelle, c'est qu'ayant été l'une des régions les plus impactées par le Covid-19, le Grand Est n'est pas celle où le nombre de nouveaux demandeurs d'emplois progresse le plus vite. S'agissant de nos territoires, il y a évidemment des disparités, mais qui échappent à une logique purement nationale, ce que Paris a parfois du mal à comprendre. Dans le secteur industriel, les territoires les plus sinistrés sont ceux qui dépendent de la filière automobile, mais la situation est plus contrastée dans l'est de la région, très intégré à l'économie allemande. Le secteur agricole, en revanche, tient le cap, même si certaines productions ont été plus affectées que d'autres.

Je ne vous cacherai pas cependant que, dans les mois à venir, nous allons devoir nous concentrer particulièrement sur le secteur automobile et sur l'ensemble de ses filières, des donneurs d'ordre jusqu'à la sous-traitance. Et il est clair qu'il faudra sortir des sentiers battus. Le plan national de soutien à l'auto-

mobile est un plan nécessaire, mais profondément traditionnel. Sera-t-il suffisant ? C'est ici que le rôle d'une structure comme SEBL Grand Est apparaît comme essentiel pour le renouveau de certaines filières, car une société d'économie mixte est, par excellence, le lieu privilégié de la réactivité, de la souplesse, de l'ajustement aux besoins locaux.

Comment ce renouveau doit-il s'exprimer ? D'abord, bien sûr, par le maintien de la commande publique et par le soutien aux commandes privées. Ensuite, par une vraie politique transversale de transition énergétique, préoccupation qui est la vôtre depuis longtemps ; enfin et surtout par une réflexion qui est au cœur de votre fonction d'aménageur, à savoir l'organisation du travail de demain. Les règles qui prévalaient hier ont vécu, mais le télétravail ne saurait être la solution universelle. La crise a désorganisé les lieux de travail traditionnels, au point que certains salariés

Une société d'économie mixte comme SEBL Grand Est, voilà, par excellence, le lieu privilégié de la réactivité, de la souplesse, et surtout de l'ajustement aux besoins locaux.

souhaiteraient conserver, en partie, le rythme adopté pendant le confinement. Mais qui rêve de continuer à travailler complètement isolé des autres ? Personne, naturellement ! Autant dire que de nouveaux lieux doivent être imaginés, mais aussi de nouvelles formes de mobilité : voilà des pistes de réflexion qu'il incombe aux aménageurs de creuser ! Votre temps est vraiment revenu, en adéquation avec les besoins de nos territoires, et non plus, comme voici cinquante ans, selon une logique imposée d'en haut.

La crise du Covid-19 a remis le local sur le devant de la scène. Quel regard portez-vous, justement, sur cette tendance française à la centralisation ?

Je suis profondément convaincu que l'État ne donne pas un signe de faiblesse en s'appuyant sur ses territoires ! Bien au contraire, respecter la répartition des tâches, c'est accroître l'efficacité pour le bien de tous. Mais il faut, inversement, que les régions aient confiance en elles et arrêtent de tout attendre de l'État. A elles de proposer des solutions alternatives au prêt-à-penser venu d'en haut.

Le Président de la République remarque, à juste titre, que la crise a rendu les Français demandeurs de plus de proximité, et en particulier de traçabilité des produits qu'ils consomment. Lui-même affirme qu'il faut maîtriser la mondialisation pour ne plus connaître la situation de dépendance qui fut la nôtre au début de la crise sanitaire. Mais n'arrêtons-pas le raisonnement en si bon chemin : la tendance à la relocalisation, c'est sur nos territoires qu'elle prend sa source. C'est la réaction de bon sens de celui qui veut savoir si le T-Shirt qu'il achète n'a pas fait trois fois le tour de la Terre avant d'atterrir dans son tiroir.

Le circuit court, c'est d'abord du bon sens. Et cela conduit parfois les citoyens à s'apercevoir que ce qu'ils attendaient en termes de qualité existait juste à côté de chez eux alors qu'ils allaient se fournir de l'autre côté de la France ou à l'autre bout du monde ! Notre rôle d'élus locaux, c'est aussi parfois de se faire entendre pour démontrer que la solution à certains problèmes n'est pas si compliquée que cela, pourvu qu'on veuille les écouter.

A l'heure des réflexions sur les limites de la mondialisation, que pouvons-nous faire pour favoriser l'ancrage territorial ? Quelles sont les ambitions de la Région en matière d'intelligence économique territoriale ?

En un mot comme en cent, la priorité c'est l'investissement. Et en matière d'intelligence territoriale, SEBL Grand Est a une importance stratégique cruciale. Avec vous, Thierry Hory, et avec l'ensemble de nos collègues du Conseil régional, nous avons toujours lié la question des frais de fonctionnement de nos territoires – qu'il faut réduire – à cette question clé de l'investissement – qu'il faut augmenter.

Votre job, c'est d'aider la collectivité à investir, donc à créer des emplois. Et l'investissement, c'est aussi

la commande publique, car la commande publique ce sont des entreprises locales qu'on fait tourner. Avec l'EPFL, chacun dans son rôle, chacun avec des couvertures territoriales qui se complètent, vous avez un rôle dynamique à jouer dans ce processus. Et je dirais un rôle décentralisateur à l'intérieur de la région elle-même ! Car à quoi servirait de se plaindre des oukases parisiens, si cela ne devait aboutir qu'à créer une sorte de jacobinisme régional ? Être à l'écoute des besoins, spécifiques par définition à chaque bassin d'emploi, et inventer les outils pour y coller au plus près, voilà votre rôle, qui est aussi votre légitimité.

Je le répète : la réponse au besoin de proximité que la crise sanitaire a poussé à son paroxysme, ce n'est pas de rêver tout haut à ce que les productions délocalisées en Chine reviennent chez nous par un coup de baguette magique ! C'est prendre appui sur nos territoires pour déterminer, au plus près des savoir-faire locaux, les mesures à prendre pour n'être plus dépendants de biens dont nous pourrions avoir l'usage ici et maintenant.

Il est toujours plus facile de partir du présent pour créer une entreprise durable que de chercher à recréer ce qui a cessé d'exister...

L'affaire des masques est un bon exemple. Pour ne pas nous retrouver dans la situation de pénurie critique que nous avons connue, la solution n'est pas de financer une usine spécialement dédiée à la fabrication de masques : elle est d'aider une entreprise déjà existante ou qui se crée, à se mettre en position de produire *aussi* des masques, du jour au lendemain, si le besoin s'en faisait à nouveau sentir. C'est cette agilité que nous devons acquérir, car elle seule permet la proximité.

C'est toute la question des nouvelles souverainetés, dont on a tant parlé tout au long de la crise, et qui, pour une large part, conditionne la vie de nos territoires. La santé fait partie de ces nouvelles souverainetés, au même titre que la sauvegarde de nos données numériques, dossiers qu'on devrait toujours commencer à examiner d'un point de vue local, contrairement aux questions militaires ou de sécurité qui sont d'ordre régalien.

Investir dans la santé et le bien-être est une dépense d'avenir qui fait économiser beaucoup d'argent quand une catastrophe sanitaire survient... Voilà un sujet de réflexion dont pourrait s'emparer SEBL Grand Est car c'est aussi une question d'aménagement de l'espace !

En Allemagne, qui a obtenu de bien meilleurs résultats que beaucoup de ses voisins, le pilotage de la crise sanitaire a été laissé aux Länder, avec des différences très sensibles, d'un territoire à l'autre, y compris à l'intérieur même des régions : confinement total à certains endroits, grande liberté de mouvement dans d'autres... Cette gestion au plus près des réalités locales (méthode qui permet, en outre, de ne pas paralyser totalement

L'analyse du Président de SEBL Grand Est Faire face ensemble



Sénèque disait que pour vivre longtemps, un jeune arbre devait avoir triomphé des assauts du vent, car c'est dans cette lutte que ses racines, mises à l'épreuve, se fortifient.

En écoutant Jean Rottner, le président de notre Région Grand Est, tirer les leçons de la crise qu'ensemble - Lorrains, Alsaciens, Champenois, Ardennais - nous avons traversée, j'ai réalisé combien le philosophe avait

raison. Cinq ans tout juste après la réforme administrative de 2015, qui peut encore douter de la solidité des liens qui unissent nos territoires ?

Lors d'un colloque organisé le 26 mai dernier par l'IAE-Paris Sorbonne, le président Rottner a utilisé une image à laquelle je souscris pleinement : à la faveur de ces derniers mois si douloureux, le ciment a pris.

Pour piloter l'investissement, SEBL Grand Est possède un atout majeur : la maîtrise de l'intelligence territoriale, qui permet de voir loin et d'agir au plus près des besoins locaux.

"Pendant des années, dit-il, nous avons joué les maçons, et voilà que désormais les différentes briques et strates de la Région font maison commune".

C'est donc, une fois de plus, tous ensemble que nous allons devoir gérer le grand défi de l'après Covid-19, un défi désormais économique et social, que Jean Rottner détaille ici avec précision, lui dont la formation de médecin et *a fortiori* d'urgentiste a si bien aiguisé le sens du diagnostic.

D'où la feuille de route qu'il trace pour SEBL Grand Est, aménageur régional aux avant-postes de la reconquête : piloter l'investissement, car *"l'investissement, c'est aussi la commande publique, et la commande publique ce sont des entreprises locales qu'on fait tourner."* Pour remplir cet objectif, qui sous-entend d'agir au plus près des savoir-faire locaux et des spécificités propres à chaque bassin d'emploi, l'intelligence territoriale est le meilleur levier qui soit. Sans cette expertise, l'action est aveugle et la bonne volonté sans effet. A SEBL Grand Est, nous voyons loin. Et la passion de bien faire nous habite depuis longtemps !

Thierry HORY.

l'activité économique) est-elle, selon vous, la voie à suivre ?

Il est certain que le fédéralisme introduit une flexibilité bien plus grande dans la gestion quotidienne, sans qu'il soit besoin pour les régions de demander au pouvoir central l'autorisation de prendre les décisions adaptées au terrain.

Mais n'oubliez pas non plus qu'en Allemagne, comme d'ailleurs au Portugal, il existe une articulation bien meilleure que chez nous – et c'est un urgentiste qui vous parle – entre la médecine de ville et la médecine hospitalière. Les tests ont été réalisés sur une grande échelle, ce qui a permis de confiner presque au cas par cas. Ce qui explique que beaucoup d'usines aient continué à tourner.

Pour bien fonctionner dans la mondialisation, un territoire doit être cohérent économiquement mais aussi culturellement. N'est-ce pas là l'un des premiers défis à relever pour le Grand Est ?

Mais ce défi a été relevé, et spécialement au fil des trois mois si pénibles que nous avons traversés ensemble ! C'est dans l'adversité que les hommes découvrent ce qui les rassemble. Nos territoires, aux différences bien marquées, et qui font la richesse du Grand Est, ont découvert combien ils étaient, au fond, solidaires. Et combien mieux valait avancer ensemble que séparés. ■

Le rôle moteur de SEBL Grand Est.

La Région a publié son SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) dans lequel figurent des objectifs ambitieux, tels que le ZAN (Zéro Artificialisation Nette). Jean Rottner a tenu à revenir, dans ce contexte, sur l'importance, centrale à ses yeux, de SEBL Grand Est.

"SEBL Grand Est agit de plus en plus comme étant la SEM d'aménagement de la Région, et j'en suis très heureux ; c'est un outil utile, qui va l'être d'autant plus qu'il y a aujourd'hui de la part des élus locaux un grand besoin d'ingénierie et de conseil. Or qui, mieux que les aménageurs, peut donner du sens à une initiative locale, en l'inscrivant dans une démarche globale ? C'est à vous d'accompagner la demande de nos compatriotes en matière de développement durable, de ré-internalisation, mais aussi de qualité de l'eau, de qualité de l'air, de préservation de la biodiversité, sans oublier l'aspiration à de nouveaux modes de mobilité.

La crise terrible que nous avons traversée a montré qu'il nous fallait des outils d'action et de prospective agiles et performants. Vous en êtes un, capable d'agir sans délai pour redonner vie à une friche industrielle ou militaire, rendre jointifs besoins et moyens. Bref, pour trouver des solutions !"

Biographie

Diplômé de la Faculté de médecine de Strasbourg, Jean Rottner, né en 1967, a commencé sa carrière comme médecin urgentiste au centre hospitalier de Mulhouse, sa ville natale, avant de diriger le pôle de médecine d'urgence Samu-Smur entre 2005 et 2009. Entré en politique en 2002, sous la bannière de l'UMP, il n'a jamais renié sa vocation médicale puisque, devenu président du Conseil régional Grand Est, en 2017, il a demandé, deux ans plus tard, en octobre 2019, à réintégrer à temps partiel pour quelques semaines le service d'accueil des urgences du Groupe hospitalier de la région de Mulhouse et Sud Alsace, confronté à une grave pénurie de personnels. Devenu, en 2008, premier adjoint au maire de Mulhouse, Jean Rottner en a été élu maire en 2010, après la démission de Jean-Marie Bockel, appelé au gouvernement. Il sera réélu aux municipales de 2014. Candidat aux élections régionales de 2015, il a en a présidé, jusqu'en 2017, le groupe majoritaire, tout en exerçant les fonctions de vice-président chargé de la Compétitivité des territoires et du Numérique. Lorsque le président du Conseil régional, Philippe Richert, démissionne de ses fonctions, en octobre 2017, Jean Rottner est élu à sa succession et abandonne ses fonctions de maire de Mulhouse conformément à la loi sur le non-cumul des mandats.



Pour en savoir plus

Dès son élection à la tête de la Région, Jean Rottner a placé la question de l'intelligence territoriale et de l'aménagement local au cœur de son engagement : voir à ce sujet son discours du 20 octobre 2017 (à lire sur <https://www.grandest.fr/wp-content/uploads/2017/10/discours-jean-rottner-2017-10-20.pdf>). Parmi ses très nombreuses prises de position durant la crise sanitaire, retenons-en deux qui lui ont donné l'occasion de revenir en détail sur le sujet : un long entretien dans *Le Point* où il réclame de nouvelles compétences pour les départements, en matière de santé publique (https://www.lepoint.fr/societe/jean-rottner-cette-crise-va-laisser-du-monde-sur-le-carreau-17-04-2020-2371853_23.php) et sa participation remarquée à la conférence *Repenser nos villes et territoires* de la Chaire Entrepreneuriat, Territoire, Innovation de l'IAE Paris-Sorbonne, qui a été l'occasion de dresser à chaud un premier bilan de la période critique que les collectivités locales viennent de connaître (<https://www.lagazettedescommunes.com/680831/decentralisation-experimentations-urgence-numerique-quand-les-territoires-tirent-les-lecons-de-la-crise/>).